

Un arc transatlantique et sa tangente ou comment se dessine un réseau intellectuel franco-québécois?

A Transatlantic Arc and its Tangent, or how is a Franco-Québécois Intellectual Network Taking Shape?

Gérard Fabre

Volume 7, numéro 1, 2004

Réseaux et identités sociales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1000830ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1000830ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Globe, Revue internationale d'études québécoises

ISSN

1481-5869 (imprimé)

1923-8231 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Fabre, G. (2004). Un arc transatlantique et sa tangente ou comment se dessine un réseau intellectuel franco-québécois? *Globe*, 7(1), 43–78.

<https://doi.org/10.7202/1000830ar>

Résumé de l'article

Durant la première moitié du XX^e siècle, un réseau intellectuel où voisinent libéraux et chrétiens modérés agit sur les relations culturelles entre la France et le Québec francophone. Son repérage passe par la lecture d'écrits biographiques et un travail en archives, permettant de retracer les liens noués lors des déplacements à l'étranger. Avec le recul, émergent de ce réseau Edouard Montpetit et André Siegfried qui, sans être des chefs d'orchestre, jouent cependant un rôle de catalyseur. La problématique vise à se démarquer d'une approche trop strictement confinée à la recherche d'influences idéologiques, pour interroger les pratiques concrètes des acteurs. Elle met en évidence les logiques d'enchevêtrement, qui expliquent à la fois la force et la faiblesse de ce réseau.

Un arc transatlantique et sa tangente ou comment se dessine un réseau intellectuel franco-qubécois ?*

Gérard Fabre
Centre d'étude des mouvements sociaux,
EHESS-CNRS (France)

Résumé – Durant la première moitié du xx^e siècle, un réseau intellectuel où voisinent libéraux et chrétiens modérés agit sur les relations culturelles entre la France et le Québec francophone. Son repérage passe par la lecture d'écrits biographiques et un travail en archives, permettant de retracer les liens noués lors des déplacements à l'étranger. Avec le recul, émergent de ce réseau Édouard Montpetit et André Siegfried qui, sans être des chefs d'orchestre, jouent cependant un rôle de catalyseur. La problématique vise à se démarquer d'une approche trop strictement confinée à la recherche d'influences idéologiques, pour interroger les pratiques concrètes des acteurs. Elle met en évidence les logiques d'enchevêtrement, qui expliquent à la fois la force et la faiblesse de ce réseau.

A Transatlantic Arc and its Tangent, or how is a Franco-Québécois Intellectual Network Taking Shape ?

Abstract – For the first half of the 20th century, an intellectual network where liberals and moderate Christians rubbed shoulders influenced cultural relations between France and French-speaking Quebec. This network is uncovered through the reading of biographical writings and through archival research, making it possible to trace the various links formed during voyages abroad. From this network emerge Édouard Montpetit and André Siegfried, who, without being central figures, still play the role of catalyst. The present article aims at avoiding an approach that is too strictly confined to the study of ideological influences, in

* L'auteur tient à remercier le Conseil international d'études canadiennes (CIEC), dont l'aide financière a permis la réalisation matérielle de cette recherche ; Dominique Parcollet et Denis Plante, archivistes, respectivement à la Fondation nationale des sciences politiques (Paris) et à l'Université de Montréal ; l'École des hautes études commerciales de Montréal ; et Denis Saint-Jacques.

Gérard Fabre, « Un arc transatlantique et sa tangente ou comment se dessine un réseau intellectuel franco-qubécois? », *Globe. Revue internationale d'études québécoises*, vol. 7, n° 1, 2004.

order to examine the concrete practices of the players involved. It sheds light on the structural entanglement that explains both the strengths and the weaknesses of this network.

La plupart du temps, les champs intellectuels sont étudiés sous l'angle national, et les frontières des états semblent en constituer les limites. Pourtant, depuis peu, la question des contacts intellectuels internationaux fait surface et déplace les problématiques¹. À cet égard, la notion de réseau peut se révéler doublement utile. D'une part, elle évite les pièges symétriques de l'hagiographie et du dénigrement, qui menacent toute démarche centrée sur une *seule* individualité. D'autre part, elle n'arrête pas l'investigation à ce qui est officiellement institué, à ce qui habite des lieux parfaitement circonscrits (tels les salons littéraires, les académies, les universités, les instances de coopération internationale, etc.). Reste la difficulté de démêler les multiples ramifications d'un réseau transnational, d'en mesurer, pour chacune d'elles, la portée et l'impact.

Nous voudrions contribuer, à l'aide de cas concrets, à l'étude des phénomènes d'entrelacement qui peuvent éclairer la genèse, l'extension et l'étiollement d'un réseau. En d'autres termes, et sous une focale moins large, il s'agit pour nous de saisir, dans toutes ses implications, un réseau intellectuel d'envergure qui, s'il n'est pas le seul à opérer à cette époque, voit quand même se croiser quelques-unes des figures majeures des échanges franco-qubécois² de la première moitié du xx^e siècle. Dans sa

1. Voir, entre autres, Christian Gülich, « Le rôle de la coopération scientifique internationale dans la constitution de la sociologie en Europe (1880-1914) », *Communications*, n° 54, 1992, p. 105-118 ; Christophe Charle, *La république des universitaires*, Paris, Seuil, 1994 ; Victor Karady, « La république des Lettres des temps modernes. L'internationalisation des marchés universitaires occidentaux avant la guerre », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 121-122, mars 1998 ; Pascale Casanova, *La république mondiale des Lettres*, Paris, Seuil, 1999.

2. Il serait plus juste, pour éviter tout anachronisme, de parler d'un réseau franco-canadien-français, mais l'expression, outre sa lourdeur, peut prêter à équivoque, les Canadiens français étant parfois désignés comme « Franco-canadiens ». Pour cette raison, nous utiliserons le terme de « franco-qubécois », auquel il faudrait ajouter encore l'adjectif « francophone » dans la mesure où nous ne traitons pas des institutions canadiennes telles que la Société royale ou des intellectuels universitaires anglophones de l'Université McGill.

période florissante, ce réseau apparaît d'autant plus « efficace » qu'il touche plusieurs dimensions plus ou moins enchevêtrées (académique, politique, économique, diplomatique, mondaine, familiale et religieuse). Dans un souci de clarté, nous décomposerons ce réseau en deux segments, l'un français, l'autre québécois, au risque de schématiser des connexions infiniment plus complexes. Pour des raisons d'espace, nous mettrons l'accent sur la morphologie de ce réseau, plutôt que sur les parcours biographiques de ses acteurs.

Préalables sur la notion de réseau intellectuel

Pourquoi cerner les échanges intellectuels en termes de réseaux ? Qu'a-t-on à gagner en empruntant cette conceptualisation ? Ce qui compte, nous semble-t-il, c'est d'éprouver la notion de réseau dans ce qu'elle peut révéler en matière de transmission de savoirs. Il s'agit donc d'articuler connaissances et pratiques : les intellectuels ne produisent un savoir qu'à travers leur inscription dans des enjeux collectifs, la confrontation à l'autre, l'émulation ; en retour, leurs pratiques sociales génèrent des connaissances propres, qui les définissent en tant que tels et leur procurent un sentiment d'appartenance (ce que l'on nomme aujourd'hui une dynamique identitaire, susceptible de transcender les frontières nationales). S'attacher aux phénomènes de réseaux internationaux, c'est montrer concrètement comment ceux-ci se dotent des ressources nécessaires à leur diffusion. Ainsi les intellectuels assurent une « fonction de liaison » dans la propagation des idées à l'échelle mondiale et continentale. La place des institutions au sein de ce processus n'est pas négligeable mais toujours relative, car ces réseaux opèrent « sur une pluralité d'espaces territoriaux étatiques³ ».

La notion de réseau gagnerait toutefois à être insérée plus souvent dans des problématiques diachroniques, rendant compte de l'historicité de milieux concrets. Le travail en archives fait émerger des configurations qui s'apparentent bien à la formation de réseaux, comme c'est le

3. Ariel Colonomos, *Églises en réseaux. Trajectoires politiques entre Europe et Amérique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 14.

cas des groupes intellectuels, avec leurs codes d'initiation, de parrainage et d'admission. Entre les espaces nationaux, s'effectuent des échanges, des brassages : ces processus touchent les milieux intellectuels du xx^e siècle tant en France qu'au Canada. Ces phénomènes interculturels ne sont possibles que dans la mesure où les intellectuels *agissent*. Il faut donc porter une attention particulière à leurs pratiques : itinéraires d'apprentissage, conférences et enseignements à l'étranger, échanges épistolaires, recommandations, etc.

Si l'on confronte rapidement les usages de la notion de réseau en sociologie, en histoire et dans les sciences politiques (nous resterons ici volontairement allusif, les écoles ou les auteurs étant trop nombreux pour être énumérés), on est frappé par la division du travail qui s'est instaurée. La plupart des sociologues en France et en Amérique du Nord ont privilégié l'outil mathématique, le grand nombre, la formalisation. Les historiens ont réagi plus tard, et restent peu sensibles pour l'instant à ce type d'approche : ils s'en tiennent le plus souvent à un usage descriptif et cumulatif, qui s'inscrit dans un regain d'intérêt envers la veine biographique, au détriment d'une ambition théorique marquée (dont les sociologues se font les champions, mais au prix d'un décalage parfois saisissant entre la sophistication méthodologique et les résultats bien maigres qui en découlent). Entre ces deux attitudes extrêmes, se situent les politologues, lesquels utilisent la notion de réseau dans un sens distinctif de celui d'institution (ce qui n'exclut nullement qu'un réseau et une institution puissent entretenir des rapports complexes, se chevaucher au moins partiellement, voire s'engendrer mutuellement). Les clivages disciplinaires tiennent sans doute à des traditions académiques, cependant, ils répondent également à des soucis pratiques. En effet, le maniement des matériaux diffère selon le point de vue, mais aussi selon la nature des données. La notion de réseau n'est pas mobilisable pareillement si l'on fait appel à des enquêtes par questionnaire auprès d'échantillons de taille réduite, à des statistiques déjà existantes portant sur des grands nombres (qu'on soumet à une analyse secondaire), à des entretiens biographiques, à des sources archivistiques (correspondances, procès-verbaux, notes de lecture, etc.), ou encore à du « textuel » (fictions, journaux intimes, récits de voyage, articles et éditoriaux de revues, etc.). Les usages de cette notion ne peuvent procéder d'une seule et

UN ARC TRANSATLANTIQUE ET SA TANGENTE

même démarche, étant donné la diversité des données convoquées par chaque discipline. En revanche, les apprentissages interdisciplinaires peuvent être salutaires en tant que garde-fous réciproques : si, d'un côté, la conscience de l'historicité prémunit contre les abstractions mathématiques, de l'autre côté, l'effort de construction théorique est rarement vain, il empêche de faire comme si le monde social était transparent et immédiatement accessible à la compréhension.

Dans le cas du réseau franco-qubécois qui nous concerne, on repère une dynamique interculturelle échappant largement aux institutions étatiques et à la tutelle des appareils religieux. Ce réseau investit d'abord des marges, des interstices, avant de prétendre à l'institutionnalisation. Son champ d'activité demeure cependant limité : bien que ses deux composantes, canadienne francophone et française, soient tournées vers l'international, chacune va être happée par les problèmes de sa propre société. Lors des moments critiques ou en raison du contexte international, survient la tentation du repliement sur soi, signe annonciateur de sclérose. Intervient également l'attraction d'autres modèles, venant en l'occurrence des États-Unis. Les transferts de valeurs d'une société à l'autre, les transpositions culturelles, se heurtent dans l'entre-deux-guerres et plus encore au terme du dernier conflit mondial à des incompréhensions réciproques, qui mettent en danger ce réseau et finissent par l'étouffer. Comme tout réseau, celui-ci vit et meurt d'une « tension perpétuelle entre fragmentation et unification⁴ ».

Enfin, il n'est pas complètement superflu de rappeler que l'existence d'un réseau tient à l'activité de personnes qui acceptent de se rencontrer, de se confronter, d'échanger, et qui en viennent parfois à s'opposer. Sans ces personnes, point de réseau. C'est pourquoi nous braquerons plus longuement notre projecteur sur deux silhouettes nodales, celles des universitaires Édouard Montpetit et André Siegfried, non pas que leurs liens soient plus étroits au regard des autres membres du réseau, ni même qu'ils puissent prétendre à en être les chefs de file (à cet égard, il aurait mieux valu se focaliser sur les hommes politiques Raoul

4. *Ibid.*, p. 19.

Dandurand⁵ et Gabriel Hanotaux⁶, bien que leur leadership soit plutôt symbolique et affectif que de l'ordre du fonctionnement pratique du réseau). Notre choix s'impose plus fondamentalement en raison de l'autorité intellectuelle et de la polyvalence institutionnelle des deux professeurs, mais aussi de la remarquable symétrie, de chaque côté de l'Atlantique, de leurs parcours biographiques : de là notre insistance sur Montpetit et Siegfried, au lieu d'autres, en cela même qu'ils sont les seuls à détenir des parts cruciales – car complémentaires – dans les ressources nécessaires à la crédibilité du réseau (prestige personnel, accès à la notoriété grâce à la presse, positions académiques, relations familiales et politiques, productions intellectuelles, sans oublier bien sûr leur bonne connaissance de la France pour le premier, de la province de Québec et du Canada tout entier pour le second).

L'entrelacement des sous-réseaux canadiens orientés vers la France

Plus qu'à un seul réseau (que nous nommons ainsi par commodité), nous avons affaire à un entrelacement de petits réseaux convergents, que l'on peut concevoir comme des « sous-réseaux », autrement dit des segments de réseaux. Le premier, celui qui légitime la fonction d'intellectuel, est le réseau académique, fondé sur l'enseignement et les

5. Raoul Dandurand (1861-1942) fut dès 1910 le véritable mentor politique de Montpetit. Grande figure du Parti libéral, gendre de Félix-Gabriel Marchand, premier ministre de la province de Québec entre 1897 et 1900, Marchand, sénateur de 1898 à sa mort, président du Sénat de 1905 à 1917, déjà ministre sous Laurier et encore sous King, il est au plan international le chef de la délégation canadienne à la Société des nations en 1924 et en devient le président en 1925.

6. Gabriel Hanotaux (1853-1944) s'est orienté très vite vers une carrière diplomatique, notamment à Constantinople et en Italie. Il négocie en 1892 avec Charles Tupper un traité de commerce franco-canadien. Ministre des Affaires étrangères (1894-1895 et 1896-1898), il se fait remarquer comme partisan de l'Alliance franco-russe et de la présence française en Afrique et en Extrême-Orient. En 1918, il est nommé délégué de la France à la Société des nations, où il sympathise avec Dandurand, les deux hommes restant en relation étroite jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale (voir Marcel Hamelin, *Mémoires du sénateur Raoul Dandurand*, Sainte-Foy (Québec), Presses de l'Université Laval, 1967).

UN ARC TRANSATLANTIQUE ET SA TANGENTE

échanges universitaires. Marcel Fournier⁷ a bien décrit les difficultés rencontrées par les tenants laïcs des sciences sociales pour accéder à des postes de professeurs dans le système universitaire francophone de la province de Québec. L'institutionnalisation de ces disciplines y apparaît lente et tardive, notamment en regard de l'Europe et des États-Unis. Il est vrai que

jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, l'enseignement des sciences sociales, en particulier de la sociologie, est largement assimilable à la doctrine sociale de l'Église et à l'analyse des problèmes sociaux [...] à la lumière des encycliques pontificales⁸.

Édouard Montpetit (1881-1954) apparaît comme le premier spécialiste de sciences sociales à se lancer avec succès à la conquête du monde académique. L'Université de Montréal devient peu à peu son bastion, à partir duquel il consolide ses relations établies avec l'étranger. C'est un épisode bien connu : Montpetit a effectué un long séjour d'études en France entre 1907 et 1910. Diplômé de l'École libre des sciences politiques (ÉLSP), il fréquente des milieux d'enseignement variés : l'Institut catholique de Paris, le Collège de France, le Collège des sciences sociales⁹. Il suit notamment les cours de Georges Blondel, Anatole Leroy-Beaulieu, Paul Leroy-Beaulieu et Ferdinand Le Pelletier.

À son retour d'Europe, on charge Montpetit de multiples missions à l'étranger. Ainsi, il est délégué de la province de Québec aux fêtes du cinquantenaire de l'Université de Berkeley (Californie) en 1918. Envoyé par l'Université de Montréal au congrès des universités de l'Empire, il se

7. Voir de Marcel Fournier, « Édouard Montpetit et l'Université moderne, ou l'échec d'une génération », *Revue d'histoire de l'Amérique Française*, vol. 36, n° 1, 1982, p. 3-29 ; « Essai en sociologie. Littérature sociale et luttes politiques au Québec », *L'essai et la prose d'idées au Québec*, tome VI, Publication du Centre de recherche en civilisation canadienne-française de l'Université d'Ottawa, Archives des Lettres canadiennes, Montréal, Fides, 1985, p. 143-179 ; *L'entrée dans la modernité. Science, culture et société au Québec*, Montréal, St-Martin, 1986.

8. Marcel Fournier, « Essai en sociologie. Littérature sociale et luttes politiques au Québec », *op. cit.*, p. 155.

9. Voir Édouard Montpetit, *Souvenirs, tome 1. Vers la vie*, Montréal, Édition de l'Arbre, p. 98-128.

trouve à Oxford en 1921, puis, en 1922, il est nommé membre de la délégation canadienne à la conférence économique internationale de Gênes. Il représente encore le gouvernement canadien à la conférence de La Haye de 1922 et à la Société des nations à Genève, en 1935. En tant que secrétaire général et directeur des relations extérieures de l'Université de Montréal, il maintient des contacts avec les services consulaires de France, notamment avec René du Roure et Robert de Caix. En 1925, premier Canadien à recevoir cet honneur, il est invité par la Sorbonne à titre de professeur agrégé de l'Université de Paris (chargé de dix cours sur le Canada). Après la guerre, il copréside l'Institut scientifique franco-canadien (ISFC) aux côtés d'Étienne Gilson, puis d'Henri-Irénée Marrou. Il existe une correspondance fournie entre Montpetit et Gilson¹⁰, lesquels se sont fréquemment rencontrés à Montréal. L'ISFC a tenu une place prépondérante dans les échanges universitaires entre la France et la province de Québec, de sa création en 1926 jusque dans les années 1960, période de son essoufflement : destiné à favoriser les contacts intellectuels entre les deux sociétés, il a permis de financer les séjours à l'étranger de conférenciers et d'enseignants de toute discipline, à l'exception de la littérature. Subventionné par les gouvernements du Québec et de la France, l'ISFC a également bénéficié du soutien de l'Université de Montréal (qui a donc joué un rôle moteur dans l'organisme), puis, un peu à la traîne, de l'Université Laval¹¹.

Montpetit ne se contente pas de faire carrière à l'Université de Montréal, il participe également à son rayonnement hors du Québec. Le parrainage qu'il apporte à ses meilleurs étudiants est révélateur à cet égard, alors que, tout jeune professeur, il les incite à traverser l'Atlantique, comme lui, pour parfaire leur formation en France, à l'ÉLSP ; puis, à leur retour à Montréal, il soutient leur candidature pour un poste à l'École des hautes études commerciales (ÉHÉC) et à l'École des sciences sociales, économiques et politiques (ÉSSÉP)¹². Ainsi se dessine dès les années 1920 une filière de recrutement, qui passe notamment par

10. Voir le fonds de l'ISFC, cote P12/A1.

11. Voir le fonds de l'ISFC, aux archives de l'Université de Montréal.

12. L'ÉSSÉP comporte trois sections : 1) Sociale, 2) Économique et politique, 3) Journalisme (dont un cours de littérature française donné par Victor Barbeau).

UN ARC TRANSATLANTIQUE ET SA TANGENTE

le pôle parisien de l'ÉLSP : ces jeunes professeurs formés en Europe (Léon-Mercier Gouin, Jean Désy, François Vézina, Jean Bruchési, Victor Barbeau, Adolphe Dollo, Arthur Léveillé, A. J. de Bray, Alexander H. Smith, Jean-Paul Riou, M. Weiss, L.-J. Laporte) ont pour certains suivi les cours de Siegfried à l' LSP, ce que Montpetit n'avait pu faire (puisqu'il avait terminé sa formation à l' LSP en 1910, juste avant que Siegfried intègre le corps professoral).

  cette liste, il faut ajouter Fernand Rinfret¹³, qui n'a pas étudié à Paris mais qui donne durant les années 1920 à l' SSEP un cours sur « la fonction sociale de la presse ». Rinfret entretient de solides relations avec Siegfried, depuis qu'il a fait paraître en 1906 dans *L'Avenir du Nord* une série d'articles élogieux sur l'ouvrage de Siegfried, *Le Canada, les deux races*¹⁴.

S'agissant de l' H C de Montréal, les échanges avec l' LSP sont aussi importants¹⁵. Sur les annuaires reçus par l' LSP, figure une photographie de la façade principale, au 399, avenue Viger,   Montréal. La mission de l' H C y est rappelée dès le début :

Marcel Fournier (« Édouard Montpetit et l'Université moderne, ou l'échec d'une génération », *op. cit.*) montre qu'il y a une sorte d'enchâssement de l' SS P dans l' H C : les deux écoles sont liées, presque imbriquées, ce qui explique l'appartenance fréquente des professeurs aux deux institutions. Mais il s'agit souvent de positions précaires :   cette époque, au Québec, il n'existe pratiquement pas en sciences sociales de poste permanent de professeur (Marcel Fournier, « Essai en sociologie. Littérature sociale et luttes politiques au Québec », *op. cit.*, p. 156).

13. Fernand Rinfret (1883-1939) fut maire de Montréal de 1932 à 1934. Protégé de Lomer Gouin, il fut directeur du journal *Le Canada*, député « rouge » de Saint-Jacques et secrétaire d'état au niveau fédéral. Favorable   Louis-Alexandre Taschereau (premier ministre du Québec de 1920   1936), il le soutient publiquement, notamment lors des élections provinciales d'août 1931, où triomphent les libéraux (soixante-dix-neuf sièges contre onze aux conservateurs).

14. André Siegfried, *Le Canada, les deux races. Problèmes politiques contemporains*, Paris, A. Colin, 1906. Voir Pierre Trépanier et Lise Trépanier, « Réactions québécoises au livre d'André Siegfried », *Action nationale*, n  68, 1979, (5), p. 394-405, (6), p. 517-525 et (7), p. 587-601.

15. L' H C de Montréal envoie régulièrement à l' LSP de Paris les programmes des matières enseignées (1922, 1923-1924, 1926). C'est le directeur de l' cole lui-même – le Belge Henry Laureys – qui s'en charge.

L'ÉHÉC, créée par le gouvernement de la province de Québec en 1907 et affiliée de l'Université de Montréal, a pour but de donner, par un enseignement universitaire, aux jeunes gens qui se destinent aux carrières du commerce et de l'industrie, une instruction à la fois solide et pratique. Sa mission première est de former des hommes d'affaires instruits, à même de résoudre les grands problèmes économiques dont l'essor commercial du Canada impose la solution.

On constate la présence importante à l'ÉSSÉP et à l'ÉHÉC de Montréal de professeurs formés à l'étranger, et même (pour l'ÉHÉC) de professeurs étrangers (surtout belges et étasuniens). Dans notre perspective, c'est le quatuor Gouin, Désy, Vézina et Bruchési qui doit retenir l'attention¹⁶. Émules de Montpetit, ils calquent leur parcours européen sur celui de leur « maître » et intègrent à leur retour, comme ce dernier, l'Université de Montréal. Pourtant, mis à part Vézina qui succédera à Montpetit à la chaire d'économie politique de l'ÉHÉC, ils n'y feront pas carrière, contrairement à leur aîné. C'est ici qu'intervient le phénomène d'imbrication des sous-réseaux, qui doit tout autant aux limites du réseau proprement universitaire (lequel se heurte aux problèmes d'intégration de ses membres, d'où ce que Marcel Fournier appelle « l'échec d'une génération »¹⁷) qu'à la pénétration d'autres types de réseaux. Ainsi Bruchési réussit-il une brillante carrière politico-administrative, qui le mène en 1937 (sous le gouvernement Duplessis) au poste éminent de sous-secrétaire de la province de Québec (il portera même le titre de « sous-ministre au secrétariat de la province », comme en témoigne l'échange de correspondances Bruchési-Montpetit des 14, 18 et 20 mars 1947, auxquels se joindront les Français Étienne Gilson et J. Chapsal, en vue d'une invitation en France de Bruchési dans le cadre de l'ISFC¹⁸). Le

16. Un peu plus tard, un autre disciple de Montpetit, bientôt professeur à l'ÉHÉC, François-Albert Angers, passe lui aussi par la filière parisienne des Sciences politiques : il effectue, au milieu des années 1930, un séjour d'études à l'ÉLSP de Paris (Catherine Pomeyrols, *Les intellectuels québécois. Formation et engagement (1919-1939)*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1996, p. 167-168).

17. Marcel Fournier, « Édouard Montpetit et l'Université moderne, ou l'échec d'une génération », *op. cit.*

18. Voir le fonds de l'ISFC, cote P12/E23.

réseau franco-qubécois pourra compter sur cet intellectuel proche de Duplessis (malgré des difficultés principalement idéologiques pendant la guerre et l'après-guerre), notamment pour défendre les subventions accordées à l'ISFC. Gouin, lui, sera nommé sénateur. Quant à Désy, c'est aux plus hautes fonctions diplomatiques qu'il accède. L'inscription de ce réseau dans le monde diplomatique n'est pas le seul fait de Désy¹⁹. Bien avant ce dernier, nous avons vu que Montpetit a occupé des fonctions diplomatiques importantes, comme à la conférence de Gênes d'avril 1922²⁰.

L'entrelacement des sous-réseaux français tournés vers le Canada

Depuis les années 1880, des intellectuels français attirés par le Canada (tels les géographes Élisée et Onésime Reclus ou l'historien Edme Rameau de Saint-Père) se regroupent à Paris, avec par exemple le cercle des « Amis du Canada en France ». Ce premier réseau, au sens strict du terme, bénéficie de l'impulsion donnée aux échanges culturels franco-canadiens par Hector Fabre, représentant à la fois de la province de Québec et du Canada en France. Mais il faut remonter à la veille de la Première Guerre mondiale pour mieux cerner le segment français attaché à la société canadienne, celui qui nous intéresse tout particulièrement. Ce qui fédère ce sous-réseau, c'est sans doute la création, en janvier 1911, de la *Revue France-Canada*. Son objectif est large : « faire connaître [...] la vie politique, intellectuelle, sociale et artistique du

19. Les réseaux diplomatiques ont déjà fait l'objet de travaux : voir Pierre Savard (*Le Consulat général de France à Québec et à Montréal de 1859 à 1914*, Sainte-Foy (Québec), Presses de l'Université Laval, 1970) et Bernard Penisson (« Les Commissaires du Canada en France (1882-1928) », *Études canadiennes/Canadian Studies*, n° 9, 1980, p. 3-21) sur les premiers diplomates canadiens en France (1980). Hector Fabre (1834-1910), sur ce personnage haut en couleur, voir Gérard Parizeau (*La chronique des Fabre*, Montréal, Fides, 1978) et Philippe Roy (1868-1948), les commissaires successifs du Canada en France, sont tous deux des proches du sénateur Dandurand.

20. Voir le fonds Montpetit de l'ÉHÉC, cote P004.

Canada », « souligner les liens entre les deux pays²¹ ». Les principaux rédacteurs du périodique doivent être cités, car ils forment « l'avant-garde » du sous-réseau : le diplomate Robert de Caix de St-Aymour, Émile Salone, Louis Gillet, Louis Madelin. Deux autres noms apparaissent dans le comité de rédaction, sur lesquels nous reviendrons : Jacques Bardoux et André Siegfried, tous deux professeurs à l'ÉLSP et spécialistes des pays anglo-saxons. Très vite, Raoul Dandurand et Édouard Montpetit sont sollicités pour collaborer à la revue : le premier est le président du comité de Montréal de *France-Amérique* (fondé en 1911), le second en est le secrétaire général²².

21. Philippe Prévost, *La France et le Canada. D'une après-guerre à l'autre (1918-1944)*, Saint-Boniface (Manitoba), Éditions du Blé, 1994, p. 13.

22. Voir les séries et sous-séries du Comité *France-Amérique* de Montréal, P76. Voir notamment la cote P0076/EI, 0003, liste des souscripteurs de la section canadienne du Comité *France-Amérique*, où l'on retrouve les principaux notables francophones de la province : l'Honorable Juge Arthur Surveyer, Louis de Gaspé Beaubien, monsieur De Gaspé Beaubien [sans prénom], Charles-Philippe Gaspé Beaubien (sénateur de 1919 à 1945), Jules Allard (ministre du gouvernement provincial), Sir Lomer Gouin (premier ministre du Québec), le sénateur L. O. David, le sénateur F. L. Béique, Édouard Fabre-Surveyer, Eugène Tarte (directeur du journal *La Patrie*), l'Honorable Philippe Roy (haut commissaire du Canada à Paris), Sir Louis A. Jetté, le sénateur Rodolphe Lemieux, Athanase David (premier ministre du Québec). On note l'absence de religieux, à part l'abbé Brosseau, beaucoup de médecins (O. Normandin, E. Ostigny, E. P. Lachapelle, W. A. Huguenin, etc.), un grand nombre d'avocats ou de juges. Et encore : Olivar Asselin, Philippe Hébert (sculpteur), monsieur Rochereau de la Sablière (agent consulaire de France à Toronto), monsieur R. du Roure (Université McGill), J. Arthur Villeneuve. Si l'on suit son évolution dans le temps, on remarque que cette liste s'allonge considérablement d'une année à l'autre. Puis, après la guerre, c'est le déclin : seuls les vieux restent, et encore. Beaucoup de retraits, puis de relances sans résultats. À travers sa section canadienne, on voit bien que *France-Amérique* est avant tout un lieu de sociabilité mondaine : c'est cela qui attire les notables canadiens. Par exemple, il existe un Comité féminin des concerts symphoniques de Montréal, une « Commission des Dames » ; la fille de Raoul Dandurand – Madame de Gaspé Beaubien – invite à un thé Sacha Guitry et Yvonne Printemps, lors de leur passage à Montréal en février 1927. C'est aussi une affaire de famille : les Dandurand et les Beaubien sont alliés, l'épouse de Dandurand est elle-même la fille du premier ministre Marchand. Du reste, comme à la Société des nations (SDN), c'est le sénateur Charles-Philippe Beaubien qui succède à Dandurand à la présidence du Comité *France-Amérique* de Montréal.

UN ARC TRANSATLANTIQUE ET SA TANGENTE

Il convient de s'arrêter un peu plus longuement sur le parcours de Siegfried (1875-1959). Docteur en Droit et en Lettres, considéré comme l'un des meilleurs connaisseurs français des pays anglo-saxons (Amérique du Nord, Royaume-Uni, Océanie, Afrique du Sud), Siegfried commence sa carrière de professeur à l'ÉLSP de Paris en 1911, appelé par Anatole Leroy-Beaulieu. Curieusement, il n'est pas diplômé de l'École, bien qu'il en ait suivi les cours pendant une année²³. Durant le premier conflit mondial, il est interprète auprès du corps canadien en France (au sein de la *First Canadian Heavy Battery*). À partir de 1933, il occupe la chaire de géographie économique et politique au Collège de France, tout en poursuivant son enseignement à l'ÉLSP. Il est élu à l'Académie française le 12 novembre 1944, quelques mois après la libération de Paris.

Observateur avisé du Canada, il y séjourne à neuf reprises de 1898 à 1945²⁴. Il fait paraître plusieurs ouvrages sur l'Amérique du Nord, dont *Le Canada, les deux races* et *Le Canada, puissance internationale*, sans oublier son best-seller, *Les États-Unis d'aujourd'hui*²⁵. Lui aussi possède ses entrées dans les milieux diplomatiques : de 1920 à 1922, il dirige la section économique du service français de la Société des nations. Du côté de sa mère cénévole (les Puaux), il a des parents qui ont embrassé la carrière diplomatique (par exemple, Gabriel Puaux). Il donne de plus à l'ÉLSP un cours complémentaire en section diplomatique (sur les matières économiques), destiné aux étudiants qui veulent préparer le concours des Affaires étrangères : nombre d'entre eux font une carrière au Quai d'Orsay.

Mais ce sont surtout les milieux politiques et économiques qui représentent l'univers familier de Siegfried. Le jeune André obtient, de

23. Gérard Vincent, *Sciences Po. Histoire d'une réussite*, Paris, Olivier Orban, 1987, p. 245.

24. André-Louis Sanguin, « Le Canada, puissance internationale. Variations sur un thème d'André Siegfried », *Études canadiennes/Canadian studies*, n° 33, p. 73-80.

25. André Siegfried, *Le Canada, les deux races*, op. cit. ; *Le Canada, puissance internationale*, Paris, A. Colin, 1937 ; *Les États-Unis d'aujourd'hui*, Paris, A. Colin, 1927. L'auteur a aussi écrit *Impressions de voyage en Amérique, 1914*, Le Havre, Impr. du journal Le Havre, 1915 ; et *Deux mois en Amérique du Nord à la veille de la guerre (juin-juillet 1914)*, Paris, A. Colin, 1916.

son père Jules Siegfried²⁶ et de son oncle Jacques Siegfried, des soutiens financiers et des « carnets d'adresse » qui vont lui permettre de mener à bien son tour du monde en 1900-1901, d'effectuer de nombreux voyages à l'étranger, en particulier en Amérique du Nord (en 1898 et en 1901, il voyage au Canada en compagnie de son père). À 27 ans, en 1902, il représente le Bloc des gauches aux élections législatives. Lui-même est défait dans sa circonscription des Basses-Alpes²⁷, ce qui n'empêche pas le Bloc de sortir victorieux de ces élections. Le jeune Siegfried qui se rend au Canada au tournant du siècle n'a rien d'un conservateur²⁸ : c'est alors un homme de gauche, sans doute modéré et un peu dilettante, mais partisan convaincu de réformes sociales profondes et d'un état laïc (comme la plupart des intellectuels protestants), opposé, ce faisant, à la réaction cléricale (animée, électoralement, par un ensemble hétérogène de petits ou de grands notables locaux). S'il défend les couleurs du Bloc des gauches, ce n'est pas sans savoir sur quelle base cette alliance se constitue : la gauche la plus avancée de l'époque – les socialistes, menés notamment par Jean Jaurès – soutient l'offensive anticléricale du Parti radical et du ministère Émile Combes qui vise à affermir la République. Il n'y a donc pas de méprise possible : le Siegfried de cette époque n'a rien de commun avec ce qui serait un lobby pro-canadien conservateur et clérical²⁹. Il faut dès lors s'interroger : comment se fait-il que ce jeune

26. Jules s'est rendu pour la première fois en Amérique en 1861 (États-Unis et Canada) ; il y retourne quarante ans plus tard, en 1901 (cf. André Siegfried, *Mes souvenirs de la IIIe République. Mon père et son temps. Jules Siegfried 1836-1922*, Paris, Éd. du Grand Siècle, 1946, p. 55). André a été accueilli au Canada, dès son premier séjour, par des relations d'affaires et politiques de son père. Les Siegfried étaient très organisés lors de leurs voyages à l'étranger, ils ne partaient jamais à la légère et leur carnet d'adresses était toujours bien fourni.

27. Voir Garrigou, « L'initiation d'un initiateur. André Siegfried et le "Tableau politique de la France de l'Ouest" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 106-107, 1995, p. 27-41.

28. Au sujet de l'évolution politique de Siegfried vers la droite libérale (il devient après-guerre l'un des chroniqueurs vedettes du *Figaro*), Garrigou note : « Le temps passé avait fait oublier que le grand bourgeois conservateur avait été un jeune militant de la gauche républicaine » (*op. cit.*, 1995, p. 40).

29. On pourrait presque dater la conversion de Siegfried à une vision plus « traditionaliste » : c'est notamment la montée des tensions idéologiques et sociales des années 1930 qui entraîne le basculement. Ainsi, son deuxième ouvrage sur le Canada (*Le Canada, puissance internationale, op. cit.*) n'a pas la

homme de gauche se soit particulièrement intéressé au Canada, allant jusqu'à tisser un réseau étendu de relations plus ou moins durables (comprenant des libéraux fédéralistes, tels Raoul Dandurand, Hector Garneau, Fernand Rinfret ou Édouard Montpetit, jusqu'à des nationalistes marqués, comme l'abbé Casgrain)? Comment en est-il venu, lui et nul autre, à tenir ce rôle délicat? Il nous semble qu'à ce moment-là, Siegfried est précisément celui qui permet d'établir une jonction intellectuelle entre le sous-réseau des libéraux canadiens tournés vers l'étranger et soucieux de se défaire de l'emprise cléricale (dont le chef de file est sans conteste Raoul Dandurand³⁰), le sous-réseau des républicains français intéressés par le Canada (ceux-là sont attachés à la laïcité et méfiants vis-à-vis du catholicisme), et enfin le sous-réseau des catholiques français modérés, partisans (de cœur ou de raison) de la République (le spécialiste de l'histoire des missions au Canada, Georges Goyau, en est l'une des principales figures³¹).

même tonalité que le premier (*Le Canada, les deux races, op cit.*). Il suffit de feuilleter les deux livres pour se rendre compte du décalage. Lorsque paraît *Le Canada, puissance internationale*, Siegfried développe une vision passiste, aux accents pathétiques, du paysan canadien-français, par exemple dans une entrevue accordée à Bertrand de Jouvenel (*Les Nouvelles littéraires*, le 6 février 1937).

30. Le 30 mai 1906, Dandurand (président du Sénat, Ottawa) écrit ceci à Siegfried : « Je me suis demandé ce que penserait notre clergé de votre œuvre. Vous lui faites la part très large, très belle mais vous avez des réserves et des silences fort éloquentes peu faits pour plaire à des personnes très satisfaites d'elles-mêmes et de leurs méthodes. Votre jugement modéré et discret sur l'enseignement cléricale est celui de tous les esprits libéraux. Il a douloureusement affecté ces messieurs du clergé. J'étais à Québec la semaine dernière, un ami qui avait récemment causé avec Mgr Mathieu m'a dit que votre livre l'avait jeté dans un grand découragement. "Je ne puis, a-t-il remarqué, mettre le doigt sur une seule page qui soit condamnable ou réellement injuste mais quand on en a fini la lecture on est mécontent de soi et d'autrui. Si l'œuvre du clergé aboutit à ces conclusions nous avons simplement manqué notre but. Ce livre est déprimant". Si les Bourbons seuls ne pouvaient rien apprendre ! Je crois que je serai à Paris en août ou en septembre. J'aurai, j'espère, l'occasion de vous dire quelles sont nos espérances de progrès en matière d'éducation » (fonds Siegfried, cote 2SI 16 dr3). Comme plusieurs autres, cette lettre montre un lien étroit entre Siegfried et Dandurand : plus loin dans la lettre, ce dernier lui demande s'il s'est présenté aux dernières élections en France et l'encourage à suivre le chemin de son père.

31. Voir dans le fonds Siegfried, cote 2SI 16 dr3, la lettre de Georges Goyau (du 26 mai 1906) à Siegfried, à propos de son ouvrage de 1906 : le ton est élogieux, malgré le « vous ne serez pas surpris, sans doute, que je refuse un acquiescement

De par ses relations multiples avec les milieux politiques, économiques et diplomatiques français (son père a été ministre du Commerce sous la Troisième République), Siegfried est donc en mesure de susciter un intérêt nouveau en France non seulement pour le Canada français, mais aussi pour le Canada anglais. D'après sa correspondance, il semble conserver soigneusement des liens avec les universitaires, hommes d'affaires et politiciens canadiens-anglais qu'il a rencontrés lors de ses séjours en Amérique du Nord. Cet intellectuel français protestant est à la fois fasciné par la culture anglo-saxonne et sensible à l'histoire comme au sort des Canadiens français. Cette ambivalence rend son œuvre sur le Canada d'autant plus riche. Très actif dans le réseau intellectuel franco-qubécois de la première moitié du xx^e siècle, que nous mettons ici en relief, il en est l'un des artisans les plus écoutés. Comme on l'a déjà vu avec Montpetit, l'ÉLSP de Paris joue un rôle de pivot dans ce réseau. L'appartenance à cette école française des sciences politiques, qui évolue à la marge du système universitaire³², ouvre les portes les mieux protégées : celles des hauts fonctionnaires et des milieux d'affaires.

En effet, Siegfried devient vite une figure majeure des échanges franco-canadiens. Par exemple, en 1919, il participe à une mission officielle française auprès du gouvernement du Canada (avec le maréchal Pau et Albert Métin). Élu en 1932 à l'Académie des sciences morales et politiques (l'une des cinq classes de l'Institut de France, dont fait partie l'Académie française, qu'il rejoindra en 1944), c'est à ce titre qu'il est désigné en août 1934 membre du comité français pour la célébration du quatrième centenaire de Jacques Cartier. Parmi les membres de ce comité, on retrouve d'autres noms importants du réseau dans lequel évolue Siegfried : de nouveau Jacques Bardoux, Georges Goyau, Louis Madelin et Fortunat Strowski. Par le système de cooptation mis en place, par la préférence donnée à la scène académique (tous les membres du comité appartiennent à l'Institut de France) et en raison du coût élevé

complet à certaines de vos conclusions sur le catholicisme. Mais du moins reconnaitrai-je qu'alors que certains des documents que vous citez auraient pu servir de prétexte à des pages de pamphlet, vous nous avez généreusement épargné cette facile victoire ».

32. Voir la quatrième partie de Christophe Charle, *op. cit.*

UN ARC TRANSATLANTIQUE ET SA TANGENTE

des déplacements, certains réseaux politiques (du Parti radical à la droite nationaliste) participent au lancement de cet arc intellectuel, même si ce n'est pas sous un jour officiel³³ : il y a, là encore, un enchevêtrement de relations (mondaines, politiques, professionnelles) nécessaire à l'émergence de ce groupe d'intellectuels relativement disparate sur le plan idéologique.

Un autre exemple d'entrelacement est donné par *France-Amérique*, lieu investi par ce réseau intellectuel, si bien qu'on aurait du mal à distinguer ici ce qui tient du réseau lui-même et ce qui relève en propre de l'institution (les deux tendant à se recouvrir). On y remarque d'abord la présence d'une proportion élevée de nobles et de militaires, siégeant dans le bureau du comité : sur les vingt-trois membres du bureau, il y a neuf nobles et trois généraux (Henri Gouraud, Maurice Gamelin et Azan). Il y a aussi beaucoup de hauts fonctionnaires (sept, dont Jaray), de présidents de clubs mondains (six) et quelques universitaires de renom (quatre au total : le duc de Broglie, Georges Dumas, Henri Bergson et Sébastien Charléty). Son président, Gabriel Hanotaux, est un ancien ministre des Affaires étrangères, membre de l'Académie française. Maître des Requêtes au Conseil d'État, Gabriel-Louis Jaray préside quant à lui la Commission exécutive du comité. Comme à la section de Montréal (qui s'en est inspirée), il y a une Commission des Dames (dix-sept nobles sur vingt-huit). Les intellectuels apparaissent surtout dans le Conseil de direction, où l'on retrouve Jacques Bardoux, Georges Blondel, A. Vialatte, sans oublier bien sûr Siegfried : tous les quatre sont professeurs à l'ÉLSP de Paris, laquelle est donc très présente dans le Conseil de direction, où siègent également Henry Bordeaux, Georges Goyau, Maurice Donnay, le maréchal Franchet d'Esperey, Louis Madelin, Henri de Régnier, Paul Valéry et le général Weygand, soit au total huit membres de l'Académie

33. C'était d'ailleurs le cas également avant la Première Guerre mondiale : l'action de la puissance publique [française] dans le domaine culturel avait été fort discrète. Elle n'était pas totalement absente, car, aussi bien l'Alliance française que le comité *France-Amérique* avaient à leur tête des hommes ayant participé ou participant à la haute administration de ce pays. Ces deux organismes n'étaient donc pas purement privés. Il n'en reste pas moins qu'officiellement la puissance publique n'intervenait pas dans le domaine culturel. (Philippe Prévost, *op. cit.*, p. 13-14).

française (autre institution sur-représentée, qui abrite des « dignitaires intellectuels »). À la Commission du Livre français de *France-Amérique* siègent (entre autres) Hanotaux, Bergson, Bordeaux, François Mauriac, André Bellessort, Louis Gillet, Henri Truchy, Strowski, Jaray, soit quatre académiciens de plus (Hanotaux, Mauriac, Bellessort et Gillet).

France-Amérique ne se réduit pas à un club mondain : en son sein est créé l'Institut des Études américaines, qui bénéficie de financement privé pour la fondation de chaires (chaire Gabriel Hanotaux dont le premier titulaire en 1935 est l'ethnologue de gauche Paul Rivet, chaire Edward Tuck qui revient à Siegfried, etc.)³⁴. L'Institut publie également des ouvrages (plusieurs collections, dont « Choses d'Amérique ») et envoie en mission des personnalités pour étudier « les peuples du Nouveau-Monde ». Il possède une commission exécutive présidée par Jaray et une commission de l'enseignement, dont il est intéressant de détailler les noms. L'académicien Gustave Lanson est son président honoraire, Georges Dumas (de l'Institut), son président. Parmi ses membres, on retrouve Mgr Baudrillart et Joseph Bédier (tous deux de l'Académie française), Georges Blondel, Eugène d'Eichtal et Siegfried (tous trois de l'Institut et professeurs à l'ÉLSP), Paul Hazard et Strowski (tous deux de la Sorbonne). Sur les quinze membres que compte cette commission, trois sont académiciens, sept de l'Institut, trois ont des liens étroits avec l'ÉLSP, la Sorbonne étant représentée par deux de ses

34. Ces chaires changent de titulaire chaque année. Les sessions 1935-1936 de l'Institut voient intervenir Siegfried (cours sur *La politique économique des États-Unis*, chaire Tuck) et Rivet (*Les origines et la civilisation américaines avant Christophe Colomb*, chaire Hanotaux). Lors des sessions 1936-1937, la chaire Hanotaux est assurée par Siegfried (quatre conférences sur le Canada en novembre et décembre 1936 : « Le point de vue géographique. Introduction à la géographie du Canada » ; « Le point de vue ethnique. Le peuple canadien, Anglais et Français » ; « Le point de vue économique. Développement économique du Canada » ; « Le point de vue politique. Les fondements ethniques, économiques et psychologiques de la politique extérieure du Canada »). La deuxième session (Chaire Tuck, cours sur les États-Unis) est assurée par André Maurois en janvier et février 1937 : elle porte sur *L'expérience Roosevelt*. La troisième session concerne *La politique étrangère des grands États* : Siegfried se charge le 8 février 1937 de la politique étrangère du Canada, Firmin Roz de celle des États-Unis, Dennerly du Japon, Louis Madelin de l'Italie, Jacques Bardoux de la Grande-Bretagne. Les conférences ont lieu de 6h15 à 7h15 à la Maison des Nations américaines.

professeurs. Il apparaît donc que le réseau qui traverse cette institution recrute sélectivement, parmi les membres des cénacles intellectuels les plus prestigieux, afin de se donner une autorité. Le réseau repose sur des noms propres, qui ouvrent les portes et imposent le respect : c'est ce qui fait un moment sa force, et bientôt sa faiblesse.

Deux vecteurs idéologiques. Un libéralisme et un christianisme tempérés

Les phénomènes d'entrelacement sont bien sûr favorisés si les membres du réseau partagent – au moins en apparence – des valeurs idéologiques. Il y a un terrain initial d'entente entre les deux sous-réseaux que nous avons identifiés : c'est la croyance en l'expertise, en la posture de l'intellectuel-expert, auxquelles Montpetit et Siegfried sont préparés, par leur itinéraire d'apprentissage international. Mais cette conjonction d'intérêt se présente sous un jour technique : elle semble à première vue neutraliser la fonction idéologique de l'intellectuel, plus qu'elle ne la met en exergue. Or, il serait trompeur d'en rester là en considérant ces réseaux comme « apolitiques » ou purement techniques. Les deux réseaux convergent sur le plan idéologique par l'esprit de modération, de concorde, de compromis (conforme à la devise *In medio stat virtus*) : « le milieu, le juste milieu », se plaît à répéter Montpetit, qui incarne bien cette idéologie parmi les intellectuels canadiens-français³⁵. Après son incursion de jeunesse à gauche, Siegfried se situe lui aussi dans ce courant modéré, dont l'ÉLSP est l'un des foyers les mieux établis en France. Depuis sa fondation en 1871, l'ÉLSP pratique une sorte d'œcuménisme, à la fois politique et religieux : l'équipe fondatrice autour de Émile Boutmy, majoritairement protestante³⁶ et tenante d'un libéralisme économique sans entraves, a su laisser une place à des professeurs de

35. Voir Marcel Fournier, « Édouard Montpetit et l'Université moderne, ou l'échec d'une génération », *op. cit.*, p. 14.

36. Sur la naissance de l'ÉLSP, voir Pierre Favre, *Naissance de la science politique en France, 1870-1914*, Paris, Fayard, 1989. Lui-même protestant, Boutmy s'est entouré de coreligionnaires lors de la création de l'école (comme Taine, par exemple), et pour la financer (comme les frères Jules et Jacques Siegfried ou Eugène d'Eichtal, lequel en fut le directeur de 1912 à 1936).

confession différente et de sensibilité plus étatiste, pourvu qu'ils ne proclament pas de foi révolutionnaire. C'est une tradition qui ne se dément pas : à l'époque où Montpetit étudie à l'ÉLSP (1907-1909), s'y côtoient des enseignants protestants, catholiques, juifs et libre-penseurs.

Pour Siegfried et Montpetit, « la vertu est au milieu », selon un adage commode. Max Weber notait en 1904 que « le "juste milieu" n'est pas le moins du monde une vérité plus scientifique que les idéaux les plus extrêmes des partis de droite ou de gauche³⁷ ». Autrement dit, cette idéologie relève elle aussi d'un parti pris sur le monde social et peut souvent s'analyser comme un alibi qui permet d'évacuer les vrais problèmes. En fait, derrière ce « juste milieu » se trouvent un libéralisme économique et un ancrage chrétien, mâtinés de préoccupations sociales. Dans ce créneau de libéralisme et de christianisme modérés, les deux sous-réseaux, français et canadiens-français, trouvent un ciment idéologique, même s'ils y mettent un peu ce qu'ils veulent, chacun se référant à sa propre histoire. Mais peu importe : ce qui compte, au fond, c'est de ne pas faire de vagues, et donc d'éviter tout extrémisme malséant.

Dans le Québec francophone³⁸ comme en France, le libéralisme est l'idéologie des milieux d'affaires. Or Siegfried et Montpetit ont cultivé des liens avec ces milieux : ils font partie des réseaux intellectuels qui évoluent avec aisance en leur sein. Deux ans avant sa mort, alors que Montpetit est déjà physiquement diminué, un hommage lui est rendu par les industriels, financiers et commerçants canadiens-français qui reconnaissent en lui « l'un de ceux qui ont le plus largement contribué à l'avancement économique de leur groupe ethnique³⁹ ». Quant à Siegfried, il est en relation avec des intellectuels comme Paul de Rousiers, Émile Levasseur ou Georges Blondel qui ne méprisent pas les responsabilités dans les organismes patronaux ; lui-même y possède ses entrées. Tous

37. Max Weber, « L'objectivité de la connaissance dans les sciences et la politique sociales », *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Presses Pocket, 1982, [1904].

38. Voir Fernande Roy, *Progrès, harmonie, liberté. Le libéralisme des milieux d'affaires francophones à Montréal au tournant du siècle*, Montréal, Boréal, 1988 ; Fernande Roy, *Histoire des idéologies au Québec aux XIX^e et XX^e siècles*, Montréal, Boréal, 1993.

39. 29 avril 1952, fonds Montpetit, cote P8/5.

publient des articles et des comptes rendus de leurs livres dans le *Bulletin de la Fédération des Industriels et Commerçants français*. Cela n'empêche pas Siegfried de se consacrer à des œuvres de bienfaisance et à des tâches éducatives en milieu populaire, notamment dans le cadre du *Musée social* (fondé en 1894 par le comte de Chambrun), dont son père préside le Comité de direction jusqu'en 1922 : il s'agit d'une pratique répandue chez les protestants fortunés qui se prévalent d'un christianisme à forte tonalité sociale. Ce credo est également le fait de Montpetit, mais dans sa version catholique⁴⁰.

Libéralisme et christianisme font ici bon ménage, car chez ces auteurs « l'ordre spirituel [fonde] le rapport au réel⁴¹ ». Le projet de Paul Sabourin dans sa thèse de doctorat en sociologie est de situer Montpetit et Esdras Minville dans « l'historicité de la société québécoise⁴² », au lieu de les prendre (eux-mêmes ou leur production intellectuelle) isolément. Ainsi, « le défi de Montpetit consistera à faire percevoir l'économie en termes moraux, afin de la rendre compatible aux exigences morales de l'élite canadienne-française⁴³ ». Ceci explique pourquoi Montpetit s'est efforcé de tempérer les excès d'un libéralisme débridé. Par exemple, le journal libéral *La Presse* s'est opposé en 1932 à certaines recommandations de la Commission Montpetit⁴⁴,

40. Sur la pensée sociale de Montpetit, voir Peter Southam, « La pensée sociale d'Édouard Montpetit », Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy [éd.], *Idéologies au Canada français 1930-1939*, Sainte-Foy (Québec), Presses de l'Université Laval, 1978, p. 317-349.

41. Paul Sabourin, « Sociologie de l'économie francophone au Québec. Analyse de l'appropriation des marchés », thèse de doctorat en sociologie, Université de Montréal, 1988, p. 157.

42. *Ibid.*, p. 155.

43. *Ibid.*, p. 158.

44. De 1931 à 1933, Montpetit a présidé la Commission des assurances sociales de la province de Québec. De 1937 à 1940, il est encore président du Comité d'enquête sur la fiscalité au Québec. Les rapports de la Commission des assurances sociales tentent, dans une période de crise aiguë, d'ouvrir de nouvelles pistes en matière de législation sociale, mais ses recommandations se heurtent aux partisans du statu quo. Ces derniers détiennent le pouvoir, au fédéral comme au provincial, et « utilisent le système des commissions d'enquête pour temporer » (Jean-Paul Montminy et Jean Hamelin, « La crise », Fernand Dumont, Jean Hamelin et Jean-Paul Montminy [éd.], *op. cit.*, p. 27). D'après Peter Southam, il

qui considérait inévitable la création [...] au Canada d'un système d'assurance-chômage réalisé avec la participation de l'État, des patrons et des ouvriers. L'acuité de la crise en 1933 ne change pas les positions de la presse libérale, même si les pouvoirs publics s'orientaient davantage vers les secours directs. [...] Dans les milieux libéraux francophones, on continuait [...] à défendre le principe [...] selon lequel la charité était la meilleure forme d'aide sociale⁴⁵.

Pourtant, sans en être un cacique, Montpetit est suffisamment proche du Parti libéral pour être pressenti comme son candidat lors des élections à la mairie de Montréal, mais il y renoncera, averti que sa position d'intellectuel ne lui épargnerait pas les mauvais coups de ses adversaires. En fait, les réactions politiques de Montpetit sont souvent à géométrie variable. Bien que libéral, il est parfois difficile à situer tant il est conciliant avec tous. Il reste à l'écart d'une carrière politique, fait prévaloir sa qualité d'expert, d'arbitre, de médiateur. Il ménage les uns et les autres, comme le montrent ces propos du journaliste Willie Chevalier, juste après la mort de Montpetit :

Bien qu'il ait un jour publiquement adhéré au parti libéral, les « nationalistes » se réclameront de M. Montpetit et

ne faudrait cependant pas exagérer la volonté de réforme, via un interventionnisme étatique, de la Commission (qui, d'ailleurs, ne peut se résumer à Montpetit, même s'il la préside) : « Le rapport de la Commission révèle une grande foi en la capacité de l'économie de fonctionner pour le bien-être général avec un minimum d'intervention de la part de l'État [...]. Ces exemples de la pensée économique sur laquelle se base la Commission Montpetit démontrent l'incapacité de Montpetit et de ses contemporains de concevoir de vraies réponses aux problèmes soulevés par l'industrialisation sans une refonte totale de leurs notions fondamentales. Montpetit peut attaquer le libéralisme orthodoxe au niveau moral mais au niveau pratique sa compréhension des lois économiques n'en est pas éloignée » (Peter Southam, *op. cit.*, p. 340-341). Selon Southam, malgré les dénégations de Montpetit, l'approche économique de ce dernier demeure ancrée dans la doctrine libérale (qu'il a soigneusement étudiée durant sa formation en France). Sans contredire Southam, notons que Montpetit a toujours gardé néanmoins ses distances à l'égard du libéralisme dogmatique d'un Paul Leroy-Beaulieu – en lui opposant ses propres valeurs chrétiennes.

45. Claude Couture, *Le mythe de la modernisation du Québec. Des années 1930 à la Révolution tranquille*, Montréal, Éditions du Méridien, 1991, p. 64-65.

UN ARC TRANSATLANTIQUE ET SA TANGENTE

n'auront pas tout à fait tort. Il était le plus admissible d'eux tous, le moins « objectionable », parce qu'il ne cherchait qu'à construire. Du Canada il souhaitait que la province de Québec fut l'ornement⁴⁶.

En vieillissant, le Siegfried engagé au début du siècle dans le Bloc des gauches, tentant sa chance aux élections législatives, se métamorphose. Sa trajectoire le mène lui aussi à endosser le rôle d'intellectuel « au-dessus de la mêlée ». Mais il ne faudrait pas oublier pour autant que ses deux livres sur le Canada, surtout le premier, font scandale dans les milieux catholiques ultramontains de la province de Québec et prêtent à discussion bien au-delà de ces derniers. Comme le montre la lettre – dans l'ensemble, élogieuse – de Mgr Laflamme⁴⁷, Siegfried apparaît alors

46. Willie Chevalier, *L'autorité*, 3 avril 1954.

47. Prêtre et scientifique de haut niveau, membre de plusieurs sociétés scientifiques nord-américaines et européennes, président de la Société royale du Canada (1891-1892), Joseph-Clovis Kemner, dit Laflamme (1849-1910) fut une personnalité éminente de l'Université Laval : professeur de géologie (1870-1893) et de physique (1875-1893), recteur de 1893 à 1899 (Siegfried le rencontre à Québec en 1898 et sympathise avec lui lors de sa visite à l'Université) puis de 1908 à 1909, doyen de la Faculté des Arts de 1891 à 1909. Réformateur en matière d'enseignement, tout en ne cédant pas à l'attraction du modèle culturel et universitaire français (comme il le fait savoir poliment mais nettement, dans une lettre à Siegfried, dont nous reproduisons dans cette note les extraits les plus significatifs), c'est l'un des pionniers de la modernité québécoise (qu'il lie étroitement à la capacité du clergé catholique de préserver les qualités propres – nous dirions aujourd'hui « l'identité » – des Canadiens français). Extraits de la lettre du 16 avril 1906 de Mgr Kemner-Laflamme à Siegfried : « Il est évident qu'étant protestant, vous n'avez pas pu envisager le rôle de l'église catholique au même point de vue que nous le faisons, nous catholiques. [...] lorsque vous faites voir, avec raison, la supériorité de l'enseignement universitaire anglais et protestant sur le même enseignement chez les français et catholiques, vous oubliez un facteur de premier ordre, qui explique, dans une large mesure, cette situation relative. Je veux dire les ressources pécuniaires. Quant à être arriérés, vieillots, à ne pas nous tenir suffisamment au courant des idées, qui sont à la mode à l'heure présente en France, je vous avoue que nous avons peu de sympathie pour ce que vous appelez les idées avancées, politiques, religieuses et sociales, de la France contemporaine. Je parle ici surtout de ceux qui suivent et croient comprendre ce qui se passe ailleurs. Et il y en a un bon nombre parmi nous, veuillez le croire. Ce que nous voyons chez vous ne nous rassure guère, et nous avons ce que vous appellerez peut-être l'illusion de croire qu'il n'est pas nécessaire d'en arriver là pour être de son temps. Nous sommes intimement

à beaucoup de Canadiens comme un protestant libéral, trop immergé dans la culture française pour bien comprendre les positions catholiques au Québec sur la modernité. Non pas que Siegfried soit un provocateur ou un anticlérical dogmatique ; simplement fait-il état, avec loyauté et une certaine prudence d'ailleurs, de convictions sur l'avenir du Canada qui lui valent des inimitiés mais aussi des opportunités. Car le livre de 1906, *Le Canada, les deux races*, trouve un appui dans les milieux libéraux, de même qu'il prépare le terrain à l'entrelacement de sous-réseaux français et canadien-français.

De son côté, Montpetit est l'un des rares intellectuels (au même titre que Laurendeau à son retour d'Europe) à se démarquer du climat anticommuniste – au moins dans ce qu'il a de plus excessif – qui règne au Québec dans les années 1930. Cela est dû sans doute à l'itinéraire de Montpetit, lequel a suivi, au Collège des Sciences sociales de Paris, l'enseignement de professeurs « socialistes convaincus⁴⁸ », très marqués à gauche, comme Tarbouriech (qui donne un cours sur « Le socialisme agraire »), Lagardelle (sur « Les idées socialistes en France au XIX^e siècle ») ou R. Broda. Ses impressions sont mélangées, ses réserves idéologiques n'étant pas exemptes d'une certaine fascination pour ces fortes personnalités d'extrême-gauche⁴⁹.

convaincus que le clergé, pour un, doit faire tout son possible pour conserver chez les Canadiens français les principes religieux et les convictions qui ont assuré jusqu'ici, vous le dites vous-même, le salut et la conservation de notre peuple. Qu'est-ce que nous gagnerions, au point de vue purement national, à risquer l'avenir, sous le prétexte discutable de mettre notre population au courant de ces idées troublantes, mal définies, où se rencontre nécessairement une large part d'alliage, si on en juge par les résultats ? Au fond, ce n'est pas tant une idée de domination qu'une idée de préservation qui fait agir le clergé catholique. [...] Votre livre m'a vivement intéressé, c'est une œuvre de bonne foi. Vous n'avez pas vu les questions religieuses sous le même angle que les catholiques ; personne ne doit s'en étonner outre mesure. Quant aux questions politiques, économiques et sociales, je crois que vous avez exactement saisi la situation et je me permets de vous offrir mes sincères félicitations » (fonds Siegfried, cote 2SI 16 dr3, dossier « Documents concernant l'édition de mon livre sur le Canada »).

48. Édouard Montpetit, *op. cit.*, p. 119-120.

49. Ainsi décrit-il Broda, dont il suit le cours sur la « Psychologie du prolétariat international » : « Un Allemand qui parle mal le français. Sorte d'inspiré : beaux yeux, profond. Élégant. Parle debout, et s'appuie du bout de ses doigts aristocratiques sur la table désespérément poussiéreuse du Collège. Bijoux. Bagues,

La sclérose des réseaux

Bien qu'elles ne s'y cantonnent pas, les relations de Montpetit avec les milieux intellectuels français ont surtout comme foyer « Sciences Po » (où Siegfried joue un rôle éminent, mais largement symbolique, en devenant après la Deuxième Guerre mondiale le premier président de la Fondation nationale des sciences politiques). Or, dès que l'ÉLSP change de nature, que son personnel se renouvelle, Montpetit n'a plus guère de liens à faire valoir avec le nouvel établissement, qui prend le nom d'Institut d'études politiques. Certes, en 1948, Jean Bruchési a failli enseigner dans ce dernier, sous les auspices de l'ISFC, mais c'est finalement la Sorbonne qui l'accueille, à sa grande satisfaction⁵⁰. On peut se rendre compte des chamboulements opérés par la guerre à travers les correspondances conservées dans le fonds de l'ISFC⁵¹. Ils révèlent qu'un

une à chaque main. À sa cravate, une pierre. A voyagé. Parle avec assurance dans ses idées – comme si elles étaient formelles. Trempé de philosophie. Je lui prendrai... ce qu'il peut donner!, ce bourgeois prolétariat! Lui aussi a un physique. Anarchistes, Socialistes, en margistes! [sic] ont un physique. "Les Morts qui parlent" ont raison » (fonds Montpetit, cote P8 : cartons qui contiennent les notes de cours de Montpetit à l'ÉLSP et au Collège de Sciences sociales de Paris, de 1907 à 1909, soit au total treize cahiers reliés).

50. Voir le fonds ISFC, cote P12/E23

51. Ainsi, le 18 avril 1946, Bruchési adresse une lettre à Montpetit (cote P12/A1) concernant la venue de Pierre Gaxotte au Canada : Bruchési veut qu'il donne des cours à l'ISFC, ce qui n'est pas du goût de Gilson, le président de l'Institut. Bruchési encense l'œuvre historique de Gaxotte et dit ne pas pouvoir croire qu'on le prenne pour un collaborateur (comme Louis Rougier), car la Gestapo l'a poursuivi. Mais il se demande s'il ne vaut pas mieux s'attendre à tout. À la demande de Montpetit, Gilson répond ne pas voir d'objections pour Gaxotte, mais c'est purement diplomatique, car on sent bien que Gilson déteste l'historien proche de Maurras. Entre le marteau et l'enclume, Montpetit finit par céder à Gilson. Pourtant, dans une lettre du 22 août 1946, Montpetit dit à Gaxotte combien ses écrits prennent une part essentielle à ses enseignements. En même temps, il se garde bien de froisser Gilson, lequel tente de dévaluer l'enseignement de Gaxotte pour l'empêcher de se rendre au Canada dans le cadre de l'ISFC. Le 30 mars 1947, Gilson apprend à Montpetit qu'il vient d'être élu conseiller de la République (c'est-à-dire sénateur). En 1948, Gilson veut démissionner de la présidence de l'ISFC, car il déplore qu'on conteste fréquemment ses décisions au Québec : le passage de relais à Marrou s'effectuera officiellement en 1951. L'ISFC survivra encore quelques années, avant de sombrer et de se saborder (voir Luc Roussel, « Les relations culturelles du Québec avec la France, 1920-1955 », thèse de doctorat en lettres, Université Laval, 1983).

ressort des échanges franco-canadiens s'est cassé : les réseaux qui fournissent en conférenciers l'ISFC se disloquent lentement mais sûrement. L'âge – ou l'état de santé – des protagonistes n'en est pas la seule cause. Les conflits idéologiques qui ont généré et accompagné la guerre ont laissé des traces : elles mettront du temps à s'effacer.

Ce qui émerge de la crise profonde des années 1930 ne favorise guère l'idéologie du « juste milieu », le modèle de l'intellectuel modéré, qu'à leur façon Montpetit et Siegfried s'appliquent à promouvoir. L'exacerbation des tensions de tous ordres et des convictions politiques s'accompagne d'une montée des extrémismes, en France et, à un degré moindre toutefois, au Canada. La confrontation violente aura lieu avec la guerre, laquelle sera aussi un champ de bataille idéologique. L'immédiat après-guerre n'apaisera pas ces tensions : l'exemple de l'ISFC est à cet égard révélateur⁵². Il n'est pas étonnant, dans ce contexte où les visions du monde deviennent manichéennes, que s'étiolent les réseaux fondés sur l'idée d'un compromis nécessaire pour accéder à la modernité, et que leurs animateurs se tournent vers d'autres horizons. Déjà tentés avant la guerre par les États-Unis, Montpetit et Siegfried voient désormais l'avenir à travers les traits du grand vainqueur (militaire et économique) de la guerre, quitte à nourrir quelques regrets sur le déclin de la vieille Europe. Tous deux savent bien qu'on ne fonde pas un projet politique sur une vision nostalgique du monde. Le réseau franco-québécois dont il est question a fini, à l'image de l'ISFC, par fonctionner en vase clos : peu de renouvellements, les mêmes noms se retrouvent dans les échanges transatlantiques, faute de relève. Il a dû subir les retombées des difficultés propres à chacun des pôles institutionnels sur lesquels il s'est, à tel ou tel moment, appuyé (l'ISFC, *France-Amérique*, l'Université de Montréal et l'ÉLSP de Paris). Ce qui fit un temps la force de ce réseau se retourne contre lui : l'absence de chefs bien identifiés (en raison des

52. Nous n'avons pas abordé les controverses autour de l'ISFC, notamment entre son cofondateur français Louis-Janvier Dalbis et le frère Marie-Victorin, car c'est une question déjà amplement traitée (voir Luc Roussel, *op. cit.* ; Luc Chartrand, Raymond Duchesne et Yves Gingras, *Histoire des sciences au Québec*, Montréal, Boréal, 1987 ; Jean-Claude Guédon, « L'institut scientifique franco-canadien (1926-1939), élites, culture et vulgarisation scientifique – la divulgation du savoir », *Prote*, vol. 16, n° 3, 1988 ; Philippe Prévost, *op. cit.*, p. 107-125).

multiples autres centres de pouvoir et d'intérêt de ceux qui auraient pu prétendre à cette fonction gratifiante mais contraignante)⁵³, l'excès de mondanité, l'appui politique des libéraux que remet en cause, lors de leur défaite électorale, le francophobe Duplessis⁵⁴. Incontestablement, les attitudes sectaires de Duplessis et de la nébuleuse nationaliste de son temps ont desservi la relance de ce réseau. D'autres freins ont également joué : la suspicion de beaucoup d'intellectuels français à l'égard d'un Québec présenté sous un jour caricatural (uniformément clérical et conservateur) s'est accentuée avec la guerre et à la Libération. Par exemple, lors de son dernier voyage en 1945, Siegfried délaisse un peu le Québec pour s'attarder dans l'Ouest canadien (les Prairies, la Colombie-Britannique et le Yukon) ; à l'ISFC, Gilson met à l'épreuve la patience de Montpetit en prononçant des oukases qui font bondir Jean Bruchési et les intellectuels proches de Duplessis.

L'étiollement de ce réseau ne signifie pas pour autant l'extinction des contacts entre intellectuels français et québécois⁵⁵. Les divers réseaux religieux perdurent, de même que se renouvellent les liaisons dans les arts et la littérature et se développent des liens durables entre néo-thomistes français, rédacteurs de la revue *Esprit* et équipes québécoises (*La Relève*, *Gants du Ciel*, puis *Cité libre*). Nous nous sommes attaché,

53. Dandurand et Hanotiaux auraient sans doute pu jouer ce rôle, mais ils ont tellement de charges honorifiques à assumer que leur place dans les réseaux intellectuels franco-canadiens tient plus d'un prestige accumulé ailleurs que d'une réelle fonction de décision. Ils suivent le mouvement plus qu'ils ne l'inspirent. Si « un réseau gagne à n'être pas sous l'influence d'un seul leader » (Manon Brunet, « Prolégomènes à une méthodologie d'analyse des réseaux littéraires. Le cas de la correspondance de Henri-Raymond Casgrain », *Voix et images*, vol. XXVII, n° 2 (80), 2002, p. 222), il peut pâtir cependant d'une dilution de l'autorité et de ce qui en découle en général : l'absence de prise de responsabilités, le laxisme et l'indécision. Bref, les uns se déchargent sur les autres, et réciproquement, ce qui affaiblit le réseau.

54. Voir Luc Roussel, *op. cit.*, p. 135-145 et p. 172.

55. Voir, au sujet de la dynamique d'échange d'après-guerre, notamment à travers des périodiques partageant les mêmes sensibilités, Stéphanie Angers et Gérard Fabre, *Échanges intellectuels entre la France et le Québec, 1930-2000. Les réseaux de la revue Esprit avec La Relève, Cité libre, Parti pris et Possibles*, Sainte-Foy (Québec), Presses de l'Université Laval, coll. « Sociologie contemporaine » et Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 2004.

dans l'ouvrage cité précédemment (voir note 55), aux motifs (à la fois sociodémographiques, idéologiques et contextuels) qui concourent à ce déplacement des réseaux.

La tangente des États-Unis. Une tentation qui fragilise le réseau étudié

On a souvent insisté sur la dualité des représentations des États-Unis dans le Canada francophone : le peuple aurait assez vite goûté aux joies de la culture de loisir étasunienne, tandis que l'élite se serait tenue plus ou moins à distance du modèle étasunien pour se réfugier dans le giron européen, en particulier celui de la vieille tradition française. En effet, nombreux sont les exemples qui accréditent cette thèse. Mais elle semble malgré tout un peu trop monolithique, partageant en deux camps (l'élite *versus* le peuple) ce qu'il faudrait considérablement nuancer. Elle ne traduit en fait qu'une tendance générale qui souffre de multiples exceptions.

Prenons un cas précis : presque tout laisserait penser à une orientation européenne, et surtout française, des liens académiques noués par l'Université de Montréal (où serait implantée l'élite) avec l'étranger. Ainsi, si l'on s'en tient à la répartition par nationalité des professeurs invités, la France vient largement en tête⁵⁶. Dans une lettre du 19 décembre 1921, Thomas P. Pearson et Hugh L. Keenleyside (du *Journal of International Relations*, Clark University, Worcester, Massachusetts) demandent le nombre de professeurs étrangers reçus au Canada, en vue d'un travail de compilation sur les relations universitaires internationales. Dans la réponse du 1^{er} mars 1922, signée Montpetit, secrétaire général, se trouve un tableau où il apparaît que l'Université de Montréal (ex Université Laval de Montréal) a reçu depuis sa création cinquante-neuf professeurs français, seize italiens, cinq belges, dix étasuniens, quatre britanniques, deux allemands, un grec et un suisse⁵⁷. En ce qui concerne les échanges

56. Voir le fonds Montpetit, cote P8/44.

57. Lettre de Montpetit, 1^{er} mars 1922, fonds Montpetit, cote P8/44.

UN ARC TRANSATLANTIQUE ET SA TANGENTE

étudiants, Montpetit précise : « Nos étudiants vont la plupart en France pour terminer leur cursus » (« post-graduate course »). Il ajoute :

Notre Université est fondée sur le modèle des universités françaises. Nos relations académiques sont établies avec les universités britanniques et françaises, mais nous avons beaucoup de relations (« many connections ») avec les universités américaines.

Cette dernière information révèle l'« ambivalence identitaire »⁵⁸ qui se manifeste aussi à travers ces différents pôles d'échange académique. En effet, comme le note Montpetit, « Nombreux sont nos professeurs à être membres d'associations françaises, britanniques et américaines ».

Il serait néanmoins réducteur de s'arrêter à ces chiffres, si l'on veut mieux comprendre la crise du réseau intellectuel franco-québécois. D'autres éléments existent pour évaluer la force d'attraction des États-Unis, laquelle relativise le poids de l'héritage européen. D'abord, il est intéressant de mesurer la présence étrangère parmi les effectifs étudiants de l'Université de Montréal. L'attraction des États-Unis passe par la forte présence de ses ressortissants au sein de l'Université francophone, même s'il convient d'en pondérer le poids (elle doit sans doute beaucoup au clergé catholique étasunien et aussi, dans une moindre mesure, aux enfants d'immigrants canadiens-français). Une source est précieuse à cet égard : dans un courrier envoyé le 10 mars 1926 à Éléonor Latham, de l'*International Student Service* (5 Rond-Point de Plainpalais à Genève), Montpetit donne des chiffres sur la présence d'étudiants étrangers à l'Université de Montréal⁵⁹ : sur 295 étudiants inscrits en Théologie (tous sont des hommes), 98 viennent des États-Unis ; sur les 1365 étudiants inscrits en Arts (1301 hommes pour 64 femmes), 200 viennent des États-Unis. Ce sont les deux disciplines où la présence étrangère est la plus forte. Montpetit ajoute que sur une centaine d'étudiants étrangers répartis

58. Voir Yvan Lamonde, *Allégeances et dépendances. L'histoire d'une ambivalence identitaire*, Québec, Nota bene, 2001.

59. Voir le fonds Montpetit, correspondance en tant que secrétaire général de l'Université de Montréal, cote P8/54.

dans les facultés autres que la théologie et les arts, la plupart viennent des États-Unis. Ceci montre que la présence européenne (en particulier française) au sein de la population étudiante est très faible, presque inexistante⁶⁰.

Un autre indicateur doit être pris en compte si l'on veut soupeser équitablement les forces d'attraction : ce sont les lectures des étudiants, avec bien sûr l'accès à celles-ci. En ce domaine, on prendra l'exemple éloquent des revues disponibles à l'ÉHÉC de Montréal⁶¹. Là encore, restons néanmoins prudent : les chiffres bruts ne donnent qu'une indication et ne permettent pas de creuser la question des textes effectivement lus (et des livres empruntés). Si l'on examine la liste des périodiques en lecture à la bibliothèque de l'ÉHÉC de Montréal (1923-1924), les États-Unis viennent en tête avec 152 périodiques, suivis de l'Angleterre (118), du Canada (106), de la France (71), de la Belgique (36), de l'Allemagne (6) et, enfin, de la Suisse (2). Il s'agit sans doute d'un cas particulier, mais révélateur, étant donné l'importance symbolique de l'ÉHÉC dans la structuration des futures élites canadiennes-françaises. On se rend compte que le nombre de périodiques venant de France est nettement plus faible que celui des périodiques britanniques, la première place allant très largement aux périodiques des États-Unis. Certes les disciplines commerciales sont alors en vogue dans ce pays, mais c'est aussi le cas en Europe, les HÉC françaises possédant déjà, dans les années 1920, une expérience et un prestige reconnus. Les écarts étant très nets, il semble bien que ce choix réponde à une orientation stratégique de la part de l'ÉHÉC de Montréal : la proximité et la pression des États-Unis éloigne la France, qui n'occupe pas le terrain, comme le prouve le fait que le consul de France, dans la même période, donne seulement six ouvrages à l'école, contre trente-deux par le consul de Suisse, le consul des États-Unis n'en donnant, il est vrai, que trois⁶².

60. Il y a quelques exceptions, par exemple cet étudiant belge (Léon L. Van Aken) que Montpetit dirige en thèse (voir le courrier du 13 juin 1928, fonds Montpetit, cote P8/60).

61. Annuaire de l'ÉHÉC de Montréal 1923-1924, p. 21.

62. *Ibid.*

UN ARC TRANSATLANTIQUE ET SA TANGENTE

Sur un autre registre, le sous-réseau français tourné vers le Canada connaît simultanément l'attraction des États-Unis. Le groupe de professeurs français que nous avons identifié est à cet égard révélateur : il est composé de spécialistes de l'Amérique du Nord certes, mais en premier lieu des États-Unis et non du Canada. C'est le cas par exemple de Georges Blondel, de Firmin Roz et même de Siegfried, qui à partir de 1925, concentre la majeure partie de ses recherches sur ce qu'est devenu la première puissance mondiale. Dans son livre de 1927, Siegfried s'attache à montrer l'ambivalence fondatrice des États-Unis, mixte d'idéalisme et de matérialisme : un aspect éventuellement négatif (production standardisée, uniformisation, âpreté au gain) peut aussitôt se transformer, pour autant que l'on change de focale, en virtualités positives (recherche de la satisfaction individuelle et du bien-être collectif, exaltation de l'initiative, y compris dans le domaine des sciences et des arts). Il n'a jamais participé, comme on le croit parfois à tort, d'un courant anti-américaniste primaire. Même si la crise de 1929 entame, à ses yeux comme à tant d'autres, l'image *soft* du capitalisme américain, elle ne l'empêche pas après la guerre de saluer la renaissance des États-Unis comme le phénix de ses cendres. N'oublions pas qu'il a effectué une quinzaine de voyages aux États-Unis, se rendant régulièrement dans les universités étasuniennes, dont Harvard (où il passe plusieurs mois en 1955, dans le cadre d'un échange de professeurs, sa maîtrise de la langue étasunienne faisant de lui l'un des rares professeurs français capables, à l'époque, d'intervenir sans problème dans un séminaire étasunien).

De son côté, Montpetit évoque longuement dans ses *Reflets d'Amérique* (1941) – et non sans une certaine fierté – la pénétration des modèles en vigueur aux États-Unis dans toutes les disciplines enseignées par les universités francophones du Canada⁶³. Dans ce même ouvrage, il

63. Sur l'enseignement de l'économie politique au Québec, Montpetit note « une pénétration américaine qui ne modifie pas nécessairement la doctrine fondamentale mais l'éclaire ou la justifie » (*Reflets d'Amérique*, Montréal, B. Valiquette, 1941, p. 166). Comparant les programmes universitaires à Montréal, Québec et Ottawa, il précise : « Ce sont des écoles de culture qui réservent une place assez considérable au fait américain. Les sciences économiques ne peuvent guère ignorer l'évolution de l'économie américaine. Il est impossible d'étudier la

reprend d'ailleurs l'analyse de Siegfried⁶⁴ et conclut, de manière significative :

L'Amérique a l'orgueil de l'esprit. [...] Les universités sont splendides. [...] Ainsi se dessine et rayonne une vive intelligence de la science et de l'art au service desquels on met l'argent ; l'argent qui est l'orgueil de ce peuple puisqu'il exprime sa puissance sans borne. La science et l'art ont une valeur éducative que l'Amérique apprécie. Elle y voit de puissants moyens de civilisation, et l'argent y cherche sa justification. [...]. J'éprouve de l'admiration à l'endroit des États-Unis, surtout pour ce qu'ils ont accompli dans la paix. [...] il sied de rendre hommage aux États-Unis, même en y apportant des réserves au nom de l'esprit, du goût et de la modération. [...] ces matérialistes, ces bâtisseurs, poursuivent un rêve, un rêve social de régénération et de bonheur. [...] L'essentiel pour nous est de nous pénétrer de cette vérité : il est possible de vivre en Amérique, d'utiliser le progrès américain – en gardant droit de juger – et de rester français, et même de fortifier notre attitude française. [...] nous n'aurons pas à craindre l'américanisme qui n'est un danger que si nous nous laissons dominer

concentration industrielle, la standardisation, les modes de rémunération du travail, les grèves et les mouvements syndicaux, le commerce ou les problèmes monétaires et même bancaires, le change, la gestion financière en général, sans tenir compte des procédés américains, sans les expliquer et sans montrer leurs répercussions. De même les sciences politiques – science politique proprement dite, politique extérieure du Canada et des principaux pays étrangers, politique économique – rencontrent nécessairement des manifestations d'origine américaine. [...] Dans le domaine social, l'expérience américaine est telle qu'on ne saurait l'ignorer, ne fût-ce que pour révéler les réflexes de la vie économique. La sociologie appliquée, par exemple, puise des comparaisons sinon des inspirations aux États-Unis : assistance, prévoyance, misère, charité, placement familial, assistance institutionnelle, *Family Welfare Societies*, œuvres complémentaires de la famille, tribunaux, mères nécessiteuses, assistance publique, fédération des œuvres de charité coopératives. De même le droit industriel, la géographie humaine, et l'hygiène, enseignée d'ailleurs à Montréal par un Canadien français diplômé de Hopkins. [...] » (*ibid.*, p. 166-172). Quant aux facultés des sciences à Montréal et à Québec, il tient à souligner « l'influence, souvent heureuse, de nos voisins et de nos compatriotes de langue anglaise » (*ibid.*, p. 173).
64. *ibid.*, p. 248-251.

UN ARC TRANSATLANTIQUE ET SA TANGENTE

par lui plutôt que de le prendre en croupe dans notre course vers l'étoile⁶⁵.

Il ne faut pas voir dans cette attitude bienveillante à l'égard des États-Unis une conversion tardive. Bien au contraire, Montpetit exprime très tôt sa fascination pour les États-Unis – notamment à l'égard de son système universitaire – à l'occasion de son séjour à Berkeley, en mars 1918. L'Université de Californie célèbre alors avec faste son cinquante-naire, en présence de nombreux professeurs étrangers : délégué de la province de Québec, Montpetit en profite pour faire connaître l'Université Laval de Montréal à ses collègues étasuniens⁶⁶. De ce voyage, il tire un article riche en informations sur les mœurs universitaires étasuniennes. Il le publie dans la *Revue trimestrielle canadienne*, dont il est le rédacteur en chef. Citons-en quelques passages marquants :

Les universités américaines, pour être royalement dotées, n'en sont pas moins sérieuses et remarquablement organisées. Elles produisent. [...] Ne méprisons pas trop la richesse des autres. Ne la croyons pas fatalement stérile pour le bien et le beau. Le capital est un bon outil de progrès⁶⁷.

La pensée américaine existe. L'intelligence suscite des forces nouvelles [...]. Le milliardaire américain donne des millions aux initiatives sociales et à l'enseignement. Les profits de l'usine, du commerce et de la finance retournent à la collectivité, fondent des œuvres de solidarité, rémunèrent l'artiste, libèrent le penseur⁶⁸.

De même, dans une lettre publique de 1938 où il défend l'ISFC, alors en butte à l'ACFAS et attaqué par le frère Marie-Victorin, Montpetit ne peut cacher cette profonde ambivalence qui l'autorise à valoriser aussi bien « les méthodes françaises » que « la science américaine » :

65. *Ibid.*, p. 250-253.

66. Montpetit déplore qu'on le présente à Berkeley en tant que professeur au *Naval [sic] Institute of Montreal* (« Six jours à Berkeley », *Revue trimestrielle canadienne*, vol. IV, mai, août, novembre 1918/février 1919, p. 19).

67. *Ibid.*, p. 6.

68. *Ibid.*, p. 16-17.

Nous avons besoin de la science française, des méthodes françaises, et, je le répète, de l'expression française. Je ne repousse pas, qu'on veuille bien le noter, la science américaine, qui a fait d'immenses progrès, seule source en certains cas où nous puissions nous porter⁶⁹.

Il existe donc une constante dans la pensée de Montpetit, qui l'amène à inscrire les « saines et belles traditions françaises⁷⁰ » dans une modernité résolument américaine, et non pas européenne⁷¹. Ceci n'est pas sans incidence sur ses pratiques d'intellectuel : le sous-réseau tourné vers l'Europe, qu'il fréquente et parfois anime, vieillit en même temps que lui, ce dont il est conscient. L'épreuve de la Deuxième Guerre mondiale ne fera qu'accuser ce sentiment : la fameuse phrase prononcée par Montpetit « Je sais que je suis de la génération des morts », mise en exergue tant par Rodolphe Joubert⁷² que par Marcel Fournier⁷³, peut s'interpréter, non pas seulement au regard de la situation universitaire québécoise, mais également à l'échelle internationale. Devant une Europe ravagée par la guerre, la nostalgie n'est plus de mise, les États-Unis incarnent bien la « jeunesse du monde »⁷⁴. Nombre d'universitaires canadiens-français, dans quasiment toutes les disciplines (y compris les sciences sociales), vont d'ailleurs se tourner après la guerre vers les États-Unis, en adoptant consciemment ou non leur modèle de la professionnalisation de l'intellectuel. Sans doute les séjours d'études en Europe vont-ils se multiplier à partir des années 1960, dans un contexte de

69: Édouard Montpetit, Montréal, le 9 février 1938, fonds d'archives de l'ISFC, microfilm, cote P12/E18.

70. Édouard Montpetit, « Six jours à Berkeley », *op. cit.*, p. 20.

71. Il est fréquent alors d'associer américanisme et modernité ; voir à ce sujet Jean-Louis Cohen et Hubert Damisch [éd.], *Américanisme et modernité*, Paris, Presses de l'ÉHÉSS/Flammarion, 1993.

72. Rodolphe Joubert, *Édouard Montpetit. Esquisse biographique, textes édités et commentés*, Ottawa, Éd. Élysée, 1975, p. 107.

73. Marcel Fournier, « Édouard Montpetit et l'Université moderne, ou l'échec d'une génération », *op. cit.*, p. 21.

74. En 1941, Montpetit écrit déjà que la civilisation étasunienne est encore « hésitante, incomplète, jeune », et que « ce n'est pas son moindre mérite » (*Reflets d'Amérique*, *op. cit.*, p. 252). L'intellectuel vieillissant regarde avec sympathie tout ce qui exprime la jeunesse et qui, peu à peu, le fuit.

UN ARC TRANSATLANTIQUE ET SA TANGENTE

diversification des publics étudiants. Mais désormais la référence professionnelle émane des États-Unis, sauf chez les littéraires et les journalistes.

De multiples facteurs se sont conjugués pour entamer les capacités de résistance du réseau étudié : prendre la tangente des États-Unis est possible dans la mesure où le réseau se sclérose lui-même (son vieillissement est accentué par l'absence de nouveaux recrutements), où la guerre provoque des ruptures relationnelles ; dans la mesure, aussi, où l'usure des intellectuels et politiciens situés dans le camp des libéraux canadiens francophones coïncide avec celle de leurs partenaires français.

Au Québec, pendant le premier tiers du xx^e siècle, le Parti libéral tient solidement les rênes du pouvoir politique, tandis que l'Église catholique exerce, sans doute comme jamais auparavant, une hégémonie idéologique peu contestée. Mais le partage de ces positions dominantes est menacé par la crise économique qui sévit au cours des années 1930 et se prolonge dans la guerre. Cette configuration particulière et son évolution critique sous la pression des événements internationaux affectent la relation bilatérale entre la France et le Canada francophone.

Quant au versant français, l'idéologie radicale (qui a façonné la Troisième République, même si elle n'a jamais été hégémonique) s'épuise au travers des crises successives (politiques et économiques, sans compter les scandales financiers) qui jalonnent l'entre-deux-guerres. L'entente franco-canadienne « contre-nature » entre des cercles libéraux catholiques d'un côté, et fermement républicains de l'autre, se dissout avec la montée des tensions internationales : le cadre consensuel qui permettait la constitution d'un arc intellectuel franco-québécois s'est effrité. Si l'on excepte, durant les années 1950, la « lune de miel » entre la revue française *Esprit* et *Cité libre* (qui s'achèvera d'ailleurs, par un « divorce à l'amiable »⁷⁵), il faudra attendre le milieu des années 1960 pour que cet

75. Non sans déchirement intérieur, le directeur d'*Esprit*, Jean-Marie Domenach, prendra officiellement, en décembre 1970, le parti des poètes Jacques Brault et Gaston Miron, contre ses amis Pierre Elliott Trudeau et Gérard Pelletier : il se prononcera, au grand dam de ces derniers, en faveur de la souveraineté du Québec (voir Stéphanie Angers et Gérard Fabre, *op. cit.*, 2004).

arc soit clairement retracé, les littéraires (Gaston Miron, Jacques Godbout, Robert Marteau, Alain Bosquet, Robert Sabatier, etc.) faisant office d'éclaireurs. Au demeurant, ce nouveau réseau n'a presque rien en commun avec celui de l'entre-deux-guerres : il s'en démarque tant sur le plan idéologique (sa sensibilité penche plus à gauche) que par la finalité poursuivie (la souveraineté du Québec, compris comme une entité propre, s'émancipant par elle-même, au lieu d'une entente cordiale franco-canadienne dans le respect de la tradition française et l'espoir d'une bienveillance britannique).

Sans doute un réseau transnational forgé dans la confiance et l'amitié a-t-il des chances de résister à un environnement peu propice. Mais il faut pour cela que les ressources initiales soient suffisantes à son développement et donc au renouvellement tant de ses activités que de ses membres. Ce ne fut manifestement pas le cas de cet arc franco-québécois, dont la partie la plus vive fut d'emblée tentée de prendre la tangente vers les États-Unis. Ce cas particulier permet de mieux comprendre les modes de vieillissement des réseaux, ainsi que le phénomène de recouvrement au moins partiel d'une institution (l'ISFC ou *France-Amérique*, en l'occurrence) et d'un réseau : ce processus se révèle souvent une arme à double tranchant, offrant une assise organisationnelle au réseau tout en sapant ses bases affectives. On mesure ainsi combien les conditions d'émergence d'un réseau sont souvent déterminantes, qu'il s'agisse de sa survie ou de sa mort. Certains réseaux seraient marqués par une sociogenèse au cours de laquelle les contrecoups contextuels ne feraient que précipiter la cassure des ressorts d'origine.